Découpages et questions d'actualité

Jean-Louis Chaléard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/14543>

DOI : [10.4000/echogeo.14543](https://doi.org/10.4000/echogeo.14543)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Jean-Louis Chaléard, « Découpages et questions d'actualité », *EchoGéo* [En ligne], 35 | 2016, mis en ligne le 19 avril 2016, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14543> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.14543>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Découpages et questions d'actualité

Jean-Louis Chaléard

- 1 Depuis le 1^{er} janvier 2016 est entrée en application la réforme territoriale qui fait passer le nombre de régions en France métropolitaine de 22 à 13. L'occasion était belle pour *ÉchoGéo* de s'interroger sur cette réorganisation du territoire, qui a occasionné beaucoup de débats, et d'en profiter, au-delà, pour se placer dans un cadre européen, afin d'analyser les découpages français à la lumière de ce qui se passe dans le reste de l'Europe. Ces questions avaient déjà été abordées dans la revue, notamment à travers les problèmes linguistiques (comme en Belgique) ou à propos d'élections (pensons à l'article récent de la rubrique *Sur le vif* sur les élections régionales en Europe). Mais jamais de façon systématique. Le présent numéro essaie donc de faire le point sur les questions de découpage administratif qui renvoient à des questions politiques, économiques et sociales beaucoup plus larges.
- 2 Le dossier *Sur le champ* proposé par É. Bonnet-Pineau et C. Vandermotten porte précisément sur les découpages territoriaux en Europe. L'éventail des cas abordés, à travers huit articles, n'est certes pas exhaustif, mais présente une riche palette, avec des exemples en Europe de l'Ouest (France, Belgique, Allemagne, Italie, Espagne), eux-mêmes très différents, et en Europe de l'Est (Pologne, Bulgarie) où le passage d'un régime socialiste à un régime libéral pose partout des problèmes inédits. La question régionale est au cœur de bien des débats dans beaucoup de pays européens. Une majorité d'articles s'intéresse particulièrement à cette échelle du territoire. Mais d'autres niveaux sont pris en compte, notamment celui des municipalités, et surtout est interrogée l'articulation entre différents échelons lorsque ceux-ci existent. Tous les articles, à partir de l'analyse des découpages et de leur mise en œuvre, mettent en évidence les enjeux multiples qui mêlent, en proportions variables selon les cas, revendications culturelles, amélioration de la gouvernance et du fonctionnement de la démocratie, rééquilibres et/ou efficacité économiques. Dans leur introduction, É. Bonnet-Pineau et C. Vandermotten, élargissant le débat à l'ensemble des pays européens, soulignent le poids des héritages, notamment du XIX^e siècle et de la formation des États-nations. Ils mettent en évidence également l'importance des dernières réformes qui sont censées s'adapter aux nécessités de la construction européenne et aux exigences de la compétition mondialisée. Les évolutions récentes,

dans un contexte de globalisation et de métropolisation, renvoient à des questions de maillage et de compétitivité des territoires qui modifient les façons de voir et sont susceptible d'entraîner des conflits entre des logiques anciennes et récentes, parfois contradictoires.

- 3 Si l'introduction du dossier porte sur une réflexion globale, à l'échelle européenne, chaque article, dans le détail, met en valeur un ou plusieurs de ces aspects. La Belgique pose avec beaucoup d'acuité les questions de régionalisation, en raison de sa diversité linguistique et des volontés séparatistes de certains. C. Vandermotten analyse les mutations de l'organisation territoriale depuis l'Ancien régime, avec l'annexion à la France sous l'Empire (et la création d'une structure copiée sur le modèle français), l'évolution vers le fédéralisme durant le dernier demi-siècle, accompagnée de redécoupages selon une logique politico-linguiste qui ne tiennent pas compte de la réalité métropolitaine de Bruxelles. E. Bonnet-Pineau se concentre sur la dernière réforme en France dont l'objectif était de permettre aux régions d'être plus efficaces. Pour l'auteur les objectifs sont loin d'être réalisés. Les conseils départementaux et les intercommunalités restent inscrits dans le paysage institutionnel. Les dotations aux collectivités ont été rabotées, ce qui réduit leur efficacité. L'effet taille, qui devait donner plus de poids aux nouvelles entités en les agrandissant, n'a pas été vraiment appliqué. En Italie, D. Rivière montre qu'après plusieurs décennies de montée en puissance des régions et de crise de solidarité entre le Nord et le Sud du pays, émergent de nouvelles mailles métropolitaines tandis qu'on assiste à une contraction du pouvoir régional. Dans une Espagne marquée par les revendications autonomistes et indépendantistes (notamment de la Catalogne), E. Libourel analyse comment le découpage institutionnel du territoire en Communautés autonomes, dotées de compétences plus ou moins élargies en fonction de leur statut, fait aujourd'hui l'objet de contestations et comment les tensions se cristallisent autour de la question de l'aménagement du territoire.
- 4 E. Boulineau, s'appuyant sur le cas bulgare, aborde les nouveaux découpages territoriaux effectués en Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin. Elle souligne l'ambiguïté des réformes en Bulgarie qui hésitent entre deux types, l'une centrée sur la gestion administrative et l'autre sur la compétition des territoires. L'article de T. Kaczmarek, avec l'exemple de la Pologne, permet de compléter et de nuancer les leçons d'ensemble que l'on peut tirer du cas précédent, les deux pays étant profondément différents, ne serait-ce que par leur taille et leur passé. La question centrale en Pologne a été, comme dans le pays des Balkans, celle de la décentralisation dans un État très centralisé et la création d'un cadre territorial adapté à cette opération. L'auteur met en évidence la complexité de l'organisation territoriale polonaise, avec trois niveaux, et la nécessité de l'administration de s'adapter aux changements politiques, économiques et sociaux du pays.
- 5 Les deux derniers articles mettent au premier plan le niveau local. J.B. Grison s'interroge sur l'originalité des découpages territoriaux français, en les comparant à ceux des autres États européens. En ressortent, une singularité française certaine (avec l'émiettement au niveau communal), mais moins marquée qu'on ne le pense souvent, et surtout une grande diversité de cas ne serait-ce qu'en raison de la taille très inégale des 27 États composant l'Union. Enfin, D. Florentin s'intéresse aux municipalités allemandes. Il montre, en s'appuyant sur l'exemple de la Saxe, comment le découpage municipal, traité par l'échelon régional, a cherché depuis cinq décennies à réduire le

nombre de communes, et participe aux changements dans la façon de concevoir la ville. On retrouve ici des interrogations sur les agglomérations urbaines et les niveaux de décisions proches de ceux étudiés dans les articles précédents, mettant en évidence non pas une uniformité des maillages, mais des évolutions dans les questionnements comparables.

- 6 La rubrique *Sur le métier* complète le dossier. La présentation d'A. Sierra et E. Bonnet-Pineau s'interroge sur le point de vue des géographes et sa prise en compte, à partir des avis des cinq géographes entendus par la commission sénatoriale sur le dernier projet gouvernemental de découpage régional en France. L'interview de J.J. Hiest, sénateur devenu membre du conseil constitutionnel, montre un bel exemple de travail parlementaire et comment la réflexion des géographes peut s'y inscrire, dépassant le strict cadre académique.
- 7 Le thème de la rubrique *Sur l'écrit* est tout autre. S. Weber interviewe C. Van Den Avenne sur ses recherches en sociolinguistique de l'écrit. Celle-ci a travaillé sur les locuteurs d'origine malienne à Marseille, les repérages toponymiques des lieux à Mopti (au Mali), l'analyse de cahiers d'agriculteurs dans la région de Fana (toujours au Mali)... Au-delà de convergences dans les pratiques de recherche (l'importance du terrain, certaines méthodes inspirées de l'anthropologie), l'entretien met en évidence des thèmes d'étude communs entre la sociolinguiste et les géographes : la migration, la toponymie, les formes locales de rapports sociaux, etc. Il révèle l'apport mutuel que peuvent s'apporter les deux disciplines.
- 8 La rubrique *Sur le vif* s'est enrichie de quatre textes depuis la précédente livraison d'*ÉchoGéo*, qui portent sur des questions parfois brûlantes soulevées durant l'année 2015. Alors que les attentats du 13 novembre 2015 sont à peine passés et restent gravés dans nos consciences, C. É. Houllier-Guibert propose une réflexion à plus long terme sur la symbolique des espaces urbains en France, à partir de la diffusion d'images dans la presse du phénomène « Je suis Charlie », en réponse aux attentats de janvier 2015. Des hauts lieux de manifestations émergent, donnant à voir différemment la ville, particulièrement la Place de la République à Paris, lieu de mémoire national voire international. Lors de la COP21, à Paris, en décembre 2015, la Bolivie a présenté une contribution dont F. Bétrisey et C. Mager font l'analyse. Dans la ligne progressiste et réformatrice du gouvernement bolivien, cette contribution propose des pistes d'action permettant d'aboutir à une gouvernance plus juste et de construire un nouvel « horizon de civilisation ». Mais les auteurs relèvent que ce texte, en privilégiant une conception distributive, tend à ne pas pouvoir dépasser le modèle de civilisation qu'il dénonce. C. Bouquet et I. Kassi-Djodjo ont déjà publié des articles sur les élections en Côte d'Ivoire dans notre revue. Cette fois-ci, ils décortiquent les résultats des élections présidentielles de novembre 2015, élections particulièrement importantes puisqu'elles suivent celles de 2010 contestées et qui avaient abouti à une guerre civile dans le pays. Les auteurs montrent que derrière l'incontestable succès d'Alassane Ouattara, l'ampleur de l'absentisme, surtout dans certains quartiers d'Abidjan, prouve que la page de la crise de 2010-2011 n'est pas totalement tournée. Le texte de la rubrique le plus récent s'intéresse au film de J. Audiart, *Dheepan*, primé au dernier festival de Cannes et sorti en salle le 26 août 2015. A. Goreau-Ponceaud et P. Veyret s'interrogent sur la signification de l'histoire d'un migrant issu d'un État déchiré par la guerre civile (le Sri Lanka), qui se retrouve dans une banlieue parisienne « à problèmes », avant de terminer dans un territoire anglais idyllique. Selon eux, l'œuvre met en évidence un

point de vue « subalterne », rare dans le cinéma français. Son intérêt apparaît ainsi double : par les questions fortes (migrations, quartiers délaissés, trafics en tous genres...) qui sont abordées et par la façon de les aborder. On est loin des découpages territoriaux en Europe, thème central du présent numéro. Mais c'est bien encore de réflexion géographique sur des thèmes d'actualité dont il s'agit.